

Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne sur sa
participation à la 72e réunion annuelle de la Southern
Legislative Conference (SLC) du Council of State
Governments**

Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

**Saint Louis, Missouri (États-Unis d'Amérique)
du 21 au 24 juillet 2018**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 21 juillet au 24 juillet 2018, la sénatrice Lynn Beyak et le député Anthony Housefather ont représenté la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis (GIP) à la 72^e réunion annuelle de la Southern Legislative Conference (SLC) du Council of State Governments. La réunion s’est déroulée à Saint-Louis, au Missouri. La délégation était accompagnée de M^{me} June Dewetering, conseillère principale de la Section canadienne.

SOMMET LÉGISLATIF

Créée en 1947, la SLC rassemble les législateurs de 15 États du Sud (voir l’annexe). Elle a pour mission de promouvoir et favoriser la coopération intergouvernementale entre les États membres.

Les six comités de la SLC (Agriculture et développement rural; Développement économique, transports et affaires culturelles; Éducation; Énergie et environnement; Affaires budgétaires et opérations gouvernementales; Services sociaux et sécurité publique) se sont réunis à l’occasion de la 72^e réunion annuelle. Par ailleurs, des séances plénières ont été organisées, un projet de service communautaire d’emballage de produits alimentaires a été entrepris, un forum sur les femmes occupant des postes de direction s’est déroulé et des visites techniques ont été effectuées.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION LORS DE CET ÉVÈNEMENT

Les membres de la Section canadienne du GIP participent aux réunions annuelles de la SLC depuis 2005. Leurs échanges avec les législateurs américains et avec d’autres intervenants leur permettent de mieux concrétiser les objectifs du groupe interparlementaire: circonscrire les points de convergence des politiques d’État, ouvrir le dialogue sur les points de divergence, favoriser l’échange d’information et promouvoir une meilleure compréhension des sujets de préoccupation communs. De plus, ces réunions sont pour la Section canadienne du GIP une occasion importante de contribuer et d’échanger de l’information sur les enjeux qui affectent le Canada à l’échelle des États américains.

Lors de cet évènement, les membres de la délégation canadienne ont fait comprendre aux législateurs de ces États la nature, l’ampleur et l’importance de la relation entre le Canada et les États du Sud des États-Unis. Ils ont également recensé les domaines actuels et à venir de coopération et de collaboration.

ACTIVITÉS DANS LE CADRE DE L’ÉVÈNEMENT

Les séances plénières suivantes ont ponctué la 72^e réunion annuelle de la SLC :

- Séance plénière d’ouverture : une discussion avec John O’Leary
- Clôture de la séance plénière : une discussion avec Johnny Morris.

Les séances des comités étaient les suivantes :

- Agriculture et développement rural :
 - L'économie des herbicides : le dilemme du dicamba
 - La Loi agricole de 2018 : ce à quoi on peut s'attendre
 - Un réengagement envers l'Amérique rurale : politiques et initiatives des États du Sud.
- Développement économique, transports et affaires culturelles :
 - Étendre les programmes d'apprentissage pour le perfectionnement de la main-d'œuvre
 - L'importance du choix des sites pour favoriser la croissance
 - Stratégies efficaces de développement économique au Missouri.
- Éducation :
 - L'initiative Whole Child : une approche collaborative de l'éducation
 - Des systèmes d'éducation de classe mondiale.
- Énergie et environnement :
 - Exploiter les ressources pour la restauration des friches industrielles
 - Programme de concession gazière et pétrolière à l'extérieur du plateau continental
 - Programme de permis de gestion des résidus de combustion de charbon de l'Oklahoma
 - Le futur du stockage de l'électricité et le réseau électrique des États-Unis.
- Affaires budgétaires et opérations gouvernementales :
 - Tendances économiques nationales et régionales
 - Examen des conséquences du budget fédéral sur les États du Sud
 - Comment les États utilisent-ils les données pour prendre des décisions
 - Mise à jour concernant la Cour suprême : conséquences fiscales
 - Rapports sur les données comparatives : établissements correctionnels pour adultes, éducation, Medicaid et transports.
- Services sociaux et sécurité publique :
 - Sécurité dans les écoles : les solutions des États
 - Services en santé mentale pour les enfants et les adolescents
 - Populations carcérales vieillissantes.

Le présent rapport résume les exposés présentés lors des séances plénières et au cours de certaines séances de comité.

L'ÉCONOMIE DES HERBICIDES : LE DILEMME DU DICAMBA

Ty Witten, *Monsanto*

- Les agriculteurs doivent protéger leurs récoltes des parasites nuisibles; les pesticides aident les agriculteurs à optimiser leurs récoltes tout en utilisant les ressources de manière efficace.
- Les agriculteurs utilisent la bonne quantité de produits phytosanitaires pour protéger les récoltes, au bon endroit et au bon moment.

- Les agriculteurs américains perdent annuellement jusqu'à 40 % de leurs récoltes en raison des mauvaises herbes, des insectes et des maladies; cette proportion pourrait doubler sans les produits phytosanitaires.
- Avant d'être mis en vente, tous les pesticides sont soumis à des tests de sécurité complets, effectués par les autorités de réglementation; celles-ci exigent plus de 100 études de sécurité avant d'approuver la vente d'un pesticide.
- Les agriculteurs ont besoin de nouvelles technologies d'herbicides en raison de la pression croissante des mauvaises herbes et de la résistance découlant de la surutilisation de certains outils.

Michael Goodis, *Agence de protection environnementale des États-Unis*

- Aux États-Unis, un requérant élabore un pesticide, génère des données et fait une demande à l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement (APE), l'APE examine les données qui lui ont été soumises par le requérant pour en évaluer les risques, puis elle rend sa décision en se fondant sur tous les renseignements disponibles.
- Les pesticides sont conçus pour tuer certains parasites nuisibles, mais l'APE doit évaluer l'équilibre raisonnable entre le contrôle des parasites nuisibles et la protection de la santé des personnes et des organismes non ciblés par les pesticides.
- Les États américains sont les principaux responsables de l'application d'un règlement fédéral exigeant qu'un pesticide soit utilisé conformément à son étiquette.
- La résistance des mauvaises herbes est un problème grandissant engendré par des facteurs biologiques, technologiques et économiques.
- Aux États-Unis, on estime que les mauvaises herbes résistantes ont infesté 70 millions d'acres de terres; ce qui représente un coût annuel d'environ 2 milliards de dollars pour les agriculteurs.

ÉTENDRE LES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE POUR LE PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Kimberly Hauge, *Association nationale des gouverneurs*

- Dans le milieu de travail, deux problèmes interreliés représentent un défi : beaucoup de personnes n'ont pas la formation et l'éducation nécessaires pour obtenir des emplois de la classe moyenne et les entreprises éprouvent des difficultés à trouver les travailleurs qualifiés dont ils ont besoin pour être concurrentiels dans l'économie mondiale.

- Un apprentissage de haute qualité en milieu de travail implique les quatre éléments suivants :
 - la sensibilisation aux carrières – faire connaître les possibilités de carrières et le rôle de l'éducation postsecondaire;
 - l'exploration de carrière – explorer les choix de carrières, motiver les étudiants et éclairer la prise de décisions;
 - la préparation de carrière – appliquer les apprentissages par l'expérience du travail pratique;
 - la formation de carrière – donner une formation en matière d'emploi.
- Les participants à l'apprentissage de haute qualité en milieu de travail peuvent tirer profit des occasions suivantes :
 - appliquer en milieu de travail le contenu appris en milieu scolaire;
 - explorer les choix de carrière et prendre des décisions éclairées concernant l'éducation et le travail;
 - acquérir des « compétences générales »;
 - acquérir une expérience de travail pouvant être utilisée comme tremplin pour une carrière;
 - interagir avec des mentors adultes et apprendre avec eux.
- Les entreprises participantes à l'apprentissage de haute qualité en milieu de travail peuvent tirer profit des occasions suivantes :
 - entretenir l'intérêt des étudiants pour les carrières dans leur domaine;
 - former des partenariats avec les écoles;
 - s'assurer que le curriculum éducatif développe les compétences essentielles dont elles ont besoin;
 - une rétention et une productivité accrues des employés;
 - la possibilité d'auditionner les candidats potentiels;
 - le perfectionnement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée.
- Les cinq composantes des certificats d'apprentissage sont les suivantes :
 - la participation des entreprises – les employeurs constituent le fondement;
 - la formation structurée en milieu de travail – les apprentis suivent en milieu de travail, une formation donnée par un mentor expérimenté;
 - l'enseignement connexe – les apprentissages combinent l'apprentissage en milieu de travail à l'enseignement technique des collèges communautaires, des écoles techniques et des écoles de métier, en ligne ou en milieu de travail;
 - les récompenses pour les acquisitions de compétence – les apprentis reçoivent des hausses de salaire à mesure qu'ils atteignent des niveaux de compétences supérieurs;
 - les normes professionnelles nationales – les programmes d'apprentissage engendrent des normes professionnelles reconnues à l'échelle nationale, garantissant aux employeurs que l'apprenti possède toutes les qualifications nécessaires pour l'emploi.
- Les employeurs peuvent devoir affronter les défis suivants en s'engageant dans les programmes d'apprentissage :
 - une méconnaissance des programmes d'apprentissage;
 - une crainte des règlements fédéraux;

- un manque de capacité des ressources humaines pour mettre sur pied un nouveau programme, recruter des apprentis et communiquer les résultats;
- le temps requis pour le mentorat et le soutien des populations sous représentées
- Les éléments de « transformation » des programmes d'apprentissage sont les suivants :
 - l'implication des entreprises;
 - l'établissement de partenariats;
 - l'implication des populations sous représentées;
 - l'exploitation des ressources;
 - les prises de décisions fondées sur des données;
 - l'alignement des politiques.

Brad Neese, *South Carolina Technical College System*

- Les occasions d'apprentissage qui améliorent le perfectionnement de la main-d'œuvre, favorisent le développement économique et assurent l'achèvement des objectifs d'apprentissage des étudiants produisent une employabilité accrue et une qualité de vie supérieure.
- La combinaison de l'enseignement lié à l'emploi et de la formation supervisée en milieu de travail peut apporter un certain nombre d'avantages, notamment :
 - une main-d'œuvre hautement qualifiée;
 - un accès à des compétences normalisées;
 - une réduction du roulement de personnel;
 - une planification de la relève.
- Les programmes d'apprentissage pour les jeunes entraînent les avantages suivants :
 - créer un « convoyeur » de main-d'œuvre;
 - influencer, modeler et former les futurs employés;
 - gagner de l'argent tout en apprenant;
 - améliorer l'employabilité.

FORUM SUR LES FEMMES OCCUPANT DES POSTES DE DIRECTION

Maxine Clark, *Build-a-Bear Workshop*

- Les leaders doivent voir une chose de façon suffisamment claire pour transmettre cette vision aux autres, puis faire en sorte que ces personnes se voient dans cette vision.
- Les leaders doivent « collaborer pour s'élever ».
- L'écoute est l'une des plus importantes compétences en leadership.

EXPLOITER LES RESSOURCES POUR LA RESTAURATION DES FRICHES INDUSTRIELLES

Maggie Egbarts, *Université d'État du Kansas*

- D'un point de vue légal, les friches industrielles se définissent comme étant « des biens immobiliers dont l'agrandissement, le réaménagement ou la

réutilisation peuvent être compliqués par la présence possible de substance dangereuse, de polluant ou de contaminant ».

- D'un point de vue pratique, les friches industrielles sont partout et sont perçues comme des propriétés avec des problèmes environnementaux potentiels limitant l'utilisation du site.
- Souvent, c'est l'impression de contamination, la « mise en garde pour les acheteurs » ou la « peur de l'inconnu » qui empêche le réaménagement des propriétés plutôt que la présence réelle de contaminant; une fois la stigmatisation envolée, les propriétés peuvent à nouveau être utilisées de manière productive.
- Au nombre des avantages du réaménagement des friches industrielles, on peut compter :
 - la préservation du caractère et de l'histoire d'une communauté;
 - la diminution des ruines;
 - l'augmentation des taxes municipales;
 - la réduction des préoccupations relatives à la santé et à la sécurité publique;
 - la promotion des édifices érigés sur des sites intercalaires et des réclamations de propriétés vacantes.

Camilla Warren, *Agence de protection environnementale des États-Unis*

- La stratégie de réaménagement ou de revitalisation de friches industrielles devrait identifier ce qui suit :
 - les partenaires existants et les partenaires nécessaires;
 - les sites catalyseurs;
 - les besoins de la communauté;
 - les types et les sources de financement disponibles.
- Dans une stratégie de réaménagement d'une friche industrielle, les partenaires potentiels peuvent inclure :
 - les chambres de commerce;
 - les autorités de planification régionale, de perfectionnement et de développement économique;
 - les entreprises et les promoteurs locaux;
 - les représentants élus;
 - les leaders de la communauté;
 - les collègues et les universités.
- Un site catalyseur est un projet qui a de bonnes chances d'entraîner un réaménagement en raison de la proximité des transports en commun, des grandes autoroutes et des centres d'emploi; ces projets peuvent servir de point de départ pour favoriser la création d'emplois future, les ventes et les revenus de taxes et d'autres réaménagements.
- L'évaluation des besoins de la communauté devrait inclure des réunions publiques où les membres de la communauté peuvent faire part de leurs désirs de voir un ou plusieurs des éléments suivants : services; boutiques, logements, espaces verts, sentiers de promenade ou pistes cyclables, etc.

TENDANCES ÉCONOMIQUES NATIONALES ET RÉGIONALES

Mark Vitner, Wells Fargo

- La croissance économique américaine a considérablement augmenté au deuxième trimestre de 2018.
- La politique fiscale des États-Unis est désormais expansionniste, avec des réformes fiscales favorisant la croissance immédiate et à long terme; avec davantage d'incitatifs financiers, la Réserve fédérale aimerait jouer un rôle plus agressif dans la « normalisation » des taux d'intérêt.
- L'administration Trump semble adopter une approche conflictuelle en matière de négociations commerciales internationales.
- Aux États-Unis, le taux de chômage est tombé en deçà de ce que la Réserve fédérale s'est donné comme objectif à long terme, ou de ce que l'on appelle le « plein emploi »; les offres d'emploi sont à un niveau historique et elles dépassent légèrement le nombre de chômeurs.
- On s'attend à ce que la croissance de la productivité aux États-Unis s'accélère en 2018, grâce à l'augmentation des investissements fixes des entreprises et un glissement vers des travailleurs permanents – plutôt que contractuels ou temporaires.
- Un mélange de facteurs structurels et cycliques ralentit l'inflation aux États-Unis.
- Le rythme et l'ampleur de l'augmentation des taux d'intérêts américains restent incertains et ils seront limités par la vitesse – et l'importance – de l'inflation en 2018.
- Le récent raffermissement de la confiance des consommateurs américains est largement attribuable à l'optimisme d'une plus grande proportion de consommateurs à l'égard de leurs perspectives d'emploi et de revenus.

EXAMEN DES CONSÉQUENCES DU BUDGET FÉDÉRAL SUR LES ÉTATS DU SUD

Matthew Reese, Renseignements à l'intention des États sur les fonds fédéraux

- Les dépenses fédérales sont effectuées par rapport à ce qui suit :
 - défense : 585 milliards de dollars, ou 15 % du total;
 - sécurité sociale : 910 milliards de dollars, ou 24 % du total;
 - Medicare : 588 milliards de dollars, ou 15 % du total;
 - Medicaid : 368 milliards de dollars, ou 10 % du total;
 - dépenses discrétionnaires nationales : 600 milliards de dollars, ou 16 % du total;
 - autres dépenses obligatoires : 560 milliards de dollars, ou 14 % du total;
 - intérêt net : 240 milliards de dollars, ou 6 % du total.
- Les prêts jouent un rôle peu important dans les dépenses fédérales, mais un rôle important et croissant dans les dépenses des États.
- La plupart des prêts sont discrétionnaires, mais la majorité du financement est obligatoire; la plupart des prêts sont concurrentiels, mais la majorité du financement s'effectue en fonction d'une formule.

COMMENT LES ÉTATS UTILISENT-ILS LES DONNÉES POUR PRENDRE DES DÉCISIONS

Amber Ivey, *The Pew Charitable Trusts*

- Les données sont une ressource inexploitée.
- Dans leurs prises de décisions, les États américains utilisent les données selon les stratégies suivantes :
 - développer des réponses politiques aux problèmes complexes;
 - améliorer les prestations de services;
 - entretenir les ressources existantes;
 - examiner l'efficacité des politiques et programmes.
- Peu d'employés ont de l'expérience à la fois dans l'analyse des politiques et dans l'analyse des données.
- Les systèmes de données archaïques limitent souvent la saisie de données et l'accès à celles-ci.
- Les problèmes de qualité des données peuvent nuire aux analyses; les problèmes de qualité des données peuvent inclure la saisie de données erronées ou des champs de données laissés vides.
- Les données sont peut-être disponibles et accessibles, mais la culture, les lois, le personnel ou des facteurs externes peuvent en empêcher le partage.
- Au nombre des principales actions à prendre pour promouvoir des prises de décision fondées sur les données, on peut compter :
 - planifier – planifier en établissant des objectifs et des structures, élaborer une stratégie et une gouvernance des données et « faire le point » sur les systèmes;
 - renforcer les capacités – renforcer les capacités des intervenants à utiliser les données de manière efficace, embaucher un personnel qualifié, exploiter les partenariats et octroyer le financement dédié;
 - partager – s'assurer que des données de haute qualité sont accessibles et utilisables pour les intervenants, améliorer la qualité et l'accessibilité des données, acquérir une vision d'entreprise des données et conclure des accords de partage des données;
 - analyser – analyser les données pour générer et extraire de l'information pertinente, visualiser les données et utiliser les conclusions pour prendre des décisions;
 - soutenir – soutenir les efforts continus pour l'amélioration des données, renforcer l'engagement des cadres supérieurs, adopter des lois et établir une culture appropriée.

SERVICES EN SANTÉ MENTALE POUR LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS

Jennifer Snow, *Alliance nationale en maladie mentale*

- On estime que 13 % des enfants américains âgés de 8 à 15 ans ont des problèmes de santé mentale et que 50 % de ceux-ci ne reçoivent pas de traitement.
- On estime que 17 % des étudiants de l'école secondaire envisagent sérieusement le suicide.

- Environ 50 % des étudiants américains âgés de 14 ans et plus qui ont un problème de santé mentale décrochent de l'école secondaire.
- Plus de 90 % des jeunes Américains qui se sont suicidés avaient au moins un problème de santé mentale.
- Entre 50 et 75 % des jeunes Américains dans le système de justice pour mineurs ont un problème de santé mentale.
- Les initiatives en santé mentale en milieu scolaire offrent une occasion unique d'atteindre un grand nombre d'enfants par la prévention, la résilience et le dépistage précoce; les soutiens peuvent être présents tout le long d'un continuum allant de la promotion du bien-être universel au traitement scolaire intensif et au traitement en milieu communautaire.
- On estime que l'économie américaine perd 155,7 milliards de dollars annuellement à cause de la schizophrénie, en raison des coûts directement reliés aux soins de santé, au chômage et à la perte de productivité des aidants naturels.

Kimberly Nelson, *Département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis*

- On estime que 13 à 20 % des enfants et des adolescents américains ont des troubles mentaux, émotionnels ou comportementaux qui peuvent être diagnostiqués.
- Aux États-Unis, 50 % des maladies mentales adultes apparaissent vers l'âge de 14 ans et 75 % vers l'âge de 24 ans.
- On estime que 10 % des enfants américains vivent avec un sérieux trouble émotionnel.
- En 2015, le suicide était la troisième cause de décès en importance chez les jeunes Américains âgés de 10 à 14 ans, et la deuxième cause en importance pour les jeunes âgés de 15 à 34 ans.

POPULATIONS CARCÉRALES VIEILLISSANTES

William Sabol, *Université d'État de Géorgie*

- La plupart des détenus âgés sont en prison pour des crimes violents, incluant les homicides et les agressions sexuelles et la majorité purge des peines plus longues que la moyenne.
- Un nombre anormalement élevé de détenus âgés souffrent de problèmes de santé et de handicaps fonctionnels qui affectent leurs activités quotidiennes et les installations dans lesquelles ils sont détenus peuvent représenter des défis à leurs yeux; comparativement aux détenus jeunes et en santé, il coûte plus cher d'incarcérer des détenus âgés.
- En raison de la durée de l'incarcération des détenus âgés, leurs liens avec leur famille, leurs amis et les membres de leur collectivité diminuent, tout comme leur capital humain; ces facteurs exacerbent les défis qu'ils affrontent lors de leur réintégration dans la société, incluant leur capacité à se procurer un logement, des soins médicaux et un emploi.
- Parmi les facteurs d'augmentation du nombre de détenus âgés, on peut compter :

- le vieillissement de la population mondiale;
 - les réformes de la détermination de la peine aux États-Unis dans les années 1990 et 2000;
 - la répression des crimes violents;
 - les taux de récidive;
 - l'utilisation relativement faible des mécanismes de libérations conditionnelles pour des raisons médicales et humanitaires.
- Dans tout le pays, le groupe d'âge ayant la croissance la plus rapide parmi les détenus américains est celui des détenus âgés et cette croissance s'accélère; ils représentent plus de 10 % des prisonniers fédéraux.
 - Aux États-Unis, environ 66 % des détenus âgés ont commis des crimes violents, à savoir des homicides et des agressions sexuelles.
 - À l'échelle nationale, la moyenne de la peine imposée aux personnes âgées qui entrent dans les prisons américaines est plus longue que celle imposée aux personnes plus jeunes.
 - Aux États-Unis, environ 75 % des détenus âgés ont des problèmes médicaux chroniques – comme de la haute pression ou de l'hypertension, de l'asthme, de l'arthrite ou des troubles cardiaques – et ce taux est plus élevé que celui des détenus plus jeunes (40 %); d'ailleurs, plus de 35 % des détenus âgés souffrent d'une maladie infectieuse, comme l'hépatite ou d'une maladie transmise sexuellement, comparativement à environ 20 % des détenus plus jeunes.
 - Aux États-Unis, la dépendance aux drogues et l'abus de drogues sont relativement moins fréquents chez les détenus âgés que chez les jeunes détenus; les troubles de santé mentale sont répandus chez les détenus âgés.
 - La *Loi relative aux Américains handicapés* exige que les détenus avec des handicaps puissent bénéficier d'un accès égal aux installations et aux programmes et d'installations d'hébergement adéquates.
 - Les environnements carcéraux – incluant les lits superposés, les escaliers, le nombre inapproprié de cellules et de salles de bain adaptées aux handicapées et les longues distances de marche entre les installations et les programmes – peuvent être problématiques pour les détenus âgés ayant des handicaps physiques.
 - La vie en prison peut accélérer le vieillissement, à preuve, les détenus semblent de 5 à 10 ans plus âgés physiologiquement que les personnes du même âge qui ne sont pas détenues; ce vieillissement accéléré peut refléter ce qui suit :
 - les maladies chroniques, comme l'arthrite, les maladies cardiaques, l'emphysème et le diabète;
 - le stress de la vie carcérale;
 - la transmission de maladies dans la prison;
 - la qualité des soins de santé en prison;
 - le nombre de voyages à l'extérieur de la prison pour recevoir des soins de santé;

- les faibles taux de soins préventifs et les taux élevés de toxicomanie, de mauvais traitements et de criminalité avant l'emprisonnement.
- Les soins de santé et les handicaps fonctionnels entraînent des coûts d'incarcération plus élevés pour les détenus âgés.
- Les recommandations pour améliorer la gestion des soins de santé pour les détenus âgés comprennent :
 - améliorer les conditions à l'intérieur des prisons;
 - donner une formation sur les questions gériatriques aux employés;
 - fournir des soins palliatifs.

Anne Precythe et Matt Sturm, *Département des services correctionnels du Missouri*

- Au Missouri, les délinquants de plus de 50 ans représentent presque 20 % des détenus.
- La plupart des délinquants ont vécu une vie, au moins relativement, stressante et traumatisante, ce qui a entraîné son lot de problèmes de santé.
- Certaines maisons de santé ne sont pas à l'aise d'accepter des personnes impliquées dans le système de justice pénale.
- Puisqu'il peut être difficile de recruter des professionnels de la santé pour pratiquer dans les zones rurales, la télémédecine gagne en importance.

SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

John O'Leary, *Auteur et conférencier motivateur*

- La vie ne devrait pas « tourner autour de nous », elle devrait plutôt s'intéresser à ce que nous pouvons faire pour les autres.
- Chaque personne devrait relever les attentes qu'elle a envers elle-même.
- Chaque jour, on devrait se demander ce que l'on peut faire pour rendre demain meilleur qu'aujourd'hui.
- Les gens doivent trouver les intérêts qu'ils ont en commun, puis collaborer pour aller de l'avant ensemble.

LA LOI AGRICOLE DE 2018; CE QUI PEUT ÊTRE ATTENDU

Scott Brown, *Université du Missouri*

- On ne peut savoir si le Sénat américain et les membres de la Chambre des représentants parviendront à un accord concernant la Loi agricole de 2018 avant le 1^{er} octobre 2018; il pourrait y avoir des difficultés en ce qui a trait au calendrier législatif, aux élections de mi-mandat et aux limitations de la protection de l'environnement et des paiements, entre autres choses.
- Les versions actuelles de la Loi agricole de 2018 proposées par le Sénat américain et la Chambre des représentants reconduiraient de nombreux programmes du Titre 1 contenus dans la Loi agricole de 2014, bien que chacun des projets de loi contienne quelques rajustements.
- L'assurance-récolte est une composante essentielle des versions proposées de la Loi agricole de 2018 du Sénat américain et de la Chambre des représentants.

- Les questions commerciales deviennent étroitement liées à l'adoption de la Loi agricole de 2018.

Eric Bohl, *Missouri Farm Bureau*

- La Loi agricole de 2014 vient à échéance le 30 septembre 2018.
- Après l'adoption des versions de la Loi agricole de 2018 du Sénat américain et de la Chambre des représentants, le 21 juin 2018 et le 28 juin 2018 respectivement, un comité de conférence a été mis sur pied.

UN RÉENGAGEMENT ENVERS L'AMÉRIQUE RURALE : POLITIQUES ET INITIATIVES DES ÉTATS DU SUD

Le représentant Terry England, *Chambre des représentants de Géorgie*

- Le succès des zones métropolitaines d'un État américain devrait être profondément aligné avec les contributions de ses zones rurales.
- Les collectivités rurales pourraient répondre aux demandes de nourriture, de vêtements et de logement des centres urbains.

Jared Arnett, *Shaping Our Appalachian Region*

- L'innovation est le moteur du changement.
- Le plan pour une région des Appalaches du XXI^e siècle tient compte de ce qui suit :
 - les systèmes alimentaires régionaux;
 - le développement du tourisme régional;
 - le développement industriel;
 - des collectivités en santé;
 - les petites entreprises dans l'économie numérique;
 - l'agrandissement de l'infrastructure à large bande;
 - une main-d'œuvre du XXI^e siècle.
- L'avenir de la région des Appalaches dépend de sa capacité à adopter la technologie et à participer à l'économie numérique du XXI^e siècle.

L'IMPORTANCE DU CHOIX DES SITES POUR FAVORISER LA CROISSANCE

Adam Bruns, *Site Selection Magazine*

- L'objectif du développement économique est de rehausser la trajectoire de croissance d'une économie régionale en augmentant la productivité des firmes et des travailleurs, améliorant du coup la qualité de vie de tous.
- Selon un sondage mené par le *Site Selection Magazine* en octobre 2017, les 10 critères de choix de site les plus importants étaient, dans l'ordre :
 - les compétences de la main-d'œuvre;
 - les infrastructures de transport;
 - le coût et la fiabilité des installations;
 - les structures fiscales de l'État et de la localité;
 - le prix et l'approvisionnement des terrains et des bâtiments;
 - la qualité de vie;
 - le perfectionnement de la main-d'œuvre;
 - les permis et la souplesse des règlements;

- les incitatifs;
 - les ressources en enseignement supérieur.
- Selon un sondage mené par National Site Consultants en novembre 2017, les 10 secteurs les plus actifs étaient les suivants :
 - la logistique;
 - les administrations centrales;
 - la fabrication de pointe;
 - la transformation des aliments;
 - les centres de traitement;
 - les soins biomédicaux ou soins de santé;
 - l'automobile;
 - les produits chimiques et plastiques;
 - les finances, les assurances et l'immobilier;
 - le pétrole et le gaz.
- Selon un sondage mené par National Site Consultants en novembre 2017, les meilleures raisons pour ne pas choisir un site étaient les suivantes :
 - le manque de financement ou d'incitatifs;
 - le manque de bâtiments ou d'emplacements;
 - la rareté ou une problématique de la main-d'œuvre;
 - l'incompétence gouvernementale;
 - le manque d'information ou de réactivité.
- Selon un sondage mené par National Site Consultants en novembre 2017, les changements de politiques espérés relativement au choix de site étaient les suivants :
 - de meilleurs incitatifs;
 - une structure fiscale améliorée;
 - des efforts pour harmoniser les permis;
 - l'adoption de lois de droit au travail;
 - une main-d'œuvre perfectionnée.

Christopher Chung, *Economic Development Partnership of North Carolina*

- Chacun a sa propre définition de ce qu'est le développement économique.
- Le développement économique est une entreprise de « vente » et les agents du développement économique de l'État doivent fournir un « service client » de haute qualité.
- Les entreprises à la recherche d'un nouvel emplacement pour leurs opérations pourraient contacter l'agence responsable du recrutement des entreprises de l'État dans le but de discuter de ce qui suit :
 - l'immobilier, en particulier les sites et les bâtiments disponibles;
 - la main-d'œuvre et les « talents », en particulier la facilité de recruter et retenir les employés;
 - les incitatifs, en particulier ceux qui pourraient être disponibles à chaque niveau de gouvernement;
 - les taxes, en particulier les régimes en place et ceux à venir;
 - les politiques procroissance, en particulier la philosophie des décideurs pertinents;

- « la qualité de l'endroit », en particulier le dynamisme de la communauté.
- Le recrutement d'entreprise ne devrait pas être le seul outil de développement économique de l'État; il est aussi important de se concentrer sur l'amélioration de tourisme, les entreprises existantes en croissance et l'augmentation du commerce international.

STRATÉGIES EFFICACES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU MISSOURI

Rob Dixon, Département du développement économique du Missouri et Zora Mulligan, Département de l'enseignement supérieur du Missouri

- Les États devraient identifier leurs risques les plus stratégiques et entreprendre des actions pour les réduire; ils devraient aussi identifier leurs avantages concurrentiels pour entreprendre des actions qui les distingueront des autres États.
- Finalement, le développement économique revient à vendre un « endroit ».
- La disponibilité des « talents » est le moteur du développement économique des États américains et des communautés de ces États.
- Parmi les grandes tendances mondiales, mentionnons :
 - l'urbanisation accélérée;
 - la rareté des ressources et le climat ;
 - les changements dans le pouvoir économique mondial;
 - les changements démographiques;
 - les avancées technologiques.
- Le développement économique est un « sport d'équipe ».
- Les États américains et les communautés de ces États sont tous en concurrence, mais une collaboration mutuellement bénéfique est également possible.

DES SYSTÈMES D'ÉDUCATION DE CLASSE MONDIALE

Dion Burns, Learning Policy Institute

- Les étudiants qui entrent aujourd'hui à la garderie obtiendront des diplômes et occuperont des emplois qui n'existent pas encore, ils utiliseront les technologies qui ne sont pas encore inventées pour résoudre des problèmes qui ne sont pas encore considérés comme tels.
- Les politiques d'un système d'enseignement et d'apprentissage de haute qualité devraient aborder les sujets suivants :
 - le recrutement;
 - la préparation;
 - l'intégration et le mentorat;
 - l'apprentissage permanent en milieu de travail;
 - l'appréciation et la rétroaction;
 - le perfectionnement de carrière et de leadership;
 - le curriculum et l'évaluation;
 - le financement et l'organisation des écoles.
- Des principes communs soutiennent l'apprentissage professionnel; les principes comprennent la collaboration avec des professeurs qui donnent

des instructions conjointes comme si la classe était une équipe, des professeurs qui appliquent les instructions livrées par leurs collègues et qui donnent des rétroactions, des professeurs qui entreprennent des activités conjointes dans différents cours et groupes d'âge, etc.

- Parmi les leçons retenues des systèmes d'enseignement et d'apprentissage bien développés, mentionnons :
 - les normes d'enseignement professionnel, avec une clarté de ce qu'est un enseignement « de haute qualité »;
 - la sélectivité, facilitée par la rémunération concurrentielle, un soutien à la préparation et des conditions d'enseignement favorables;
 - l'apprentissage professionnel, qui devrait être collégial, intégré au travail, axé sur la recherche, permanent et connecté aux efforts d'amélioration de l'école;
 - le temps, qui permet aux professeurs de travailler avec – et apprendre de – leurs collègues, mener leurs propres recherches et partager leurs pratiques;
 - la rétroaction, qui comprend la collaboration et la rétroaction continue pour aider les professeurs à réfléchir et améliorer les pratiques individuelles et collectives;
 - le leadership des professeurs, qui pourrait impliquer l'apprentissage professionnel enseigné par un professeur pour permettre le perfectionnement, la reconnaissance et le partage du savoir-faire des professeurs;
 - les réseaux, qui permettent le partage des pratiques, à travers des écoles.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Johnny Morris, *Bass Pro Shops*

- Les loisirs de plein air occupent une place importante aux États-Unis; ils donnent l'occasion aux jeunes de connecter avec la nature plutôt qu'avec leur appareil mobile, appuyer la protection de l'environnement et créer des souvenirs avec la famille et les amis.
- La protection de l'environnement, qui est nécessaire pour assurer l'avenir espéré, demande un travail d'équipe et un certain niveau de réglementation.
- Les sportifs et les sportives sont les meilleurs protecteurs de l'environnement.

Respectueusement soumis,

L'honorable Michael L. MacDonald,
sénateur, coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-unis

L'honorable Wayne Easter, C.P.,
député, coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-unis

**ANNEXE : ÉTATS AMÉRICAINS MEMBRES DE LA SOUTHERN LEGISLATIVE
CONFERENCE**

Alabama

Arkansas

Floride

Géorgie

Kentucky

Louisiane

Mississippi

Missouri

Caroline du Nord

Oklahoma

Caroline du Sud

Tennessee

Texas

Virginie

Virginie-Occidentale

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	72e réunion annuelle de la Southern Legislative Conference (SLC) du Council of State Governments
DESTINATION	Saint Louis, Missouri, États-Unis d'Amérique
DATES	du 21 au 24 juillet 2018
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Lynn Beyak, sénatrice
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Anthony Housefather, député
PERSONNEL	Mme June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	3,283.96 \$
HÉBERGEMENT	868.82 \$
HOSPITALITÉ	0.00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	660.70 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	931.72 \$
TOTAL	5,745.20 \$